



RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2019



MERSEN

Rapport financier semestriel 2019

	page
1 Rapport de gestion	3
2 Comptes consolidés	9
3 Annexes	17
4 Rapport des Commissaires aux comptes	33
5 Attestation du responsable	35

1 RAPPORT DE GESTION

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Chiffre d'affaires

Mersen a réalisé au premier semestre 2019 un chiffre d'affaires consolidé de 484 millions d'euros, en croissance organique de 6,5 % par rapport à la même période de l'année dernière. En tenant compte des effets de change et de l'intégration des sociétés acquises ou constituées en 2018, la croissance est de 12,4 %.

en millions d'euros	S1 2019	S1 2018	Croissance organique	Effet de périmètre	Effet de change	Croissance publiée
<i>Advanced Materials</i>	278,1	240,1	13,1 %	0,8 %	1,7 %	15,8 %
<i>Electrical Power</i>	205,6	190,2	-1,7 %	7,0 %	2,8 %	8,1 %
Europe	167,0	146,9	5,8 %	8,4 %	-0,5 %	13,6 %
Asie-Pacifique	130,3	124,7	1,6 %	1,4 %	1,5 %	4,6 %
Amérique du Nord	166,7	141,8	10,0 %	0,7 %	6,3 %	17,6 %
Reste du Monde	19,7	16,9	19,2 %	0,7 %	-2,8 %	16,5 %
GROUPE	483,7	430,3	6,5 %	3,5 %	2,2 %	12,4 %

Les ventes du pôle **Advanced Materials** se sont élevées à 278 millions d'euros, en croissance de 15,8 % sur la période, 13,1 % en organique. Cette performance est principalement le résultat de fortes croissances en électronique, aéronautique, chimie et industries de procédés, tandis que les énergies renouvelables sont en retrait.

Les ventes du pôle **Electrical Power** sont de 206 millions d'euros ce semestre, en croissance de 8,1 % grâce à la contribution des sociétés acquises en 2018. A périmètre et taux de change constants, le retrait est de 1,7 %. Les marchés en croissance sont les transports et dans une moindre mesure les industries

de procédés. En revanche, le marché de l'électronique de puissance connaît un nombre moins important de projets que l'année dernière.

En **Europe**, la croissance a été particulièrement soutenue dans le pôle **Advanced Materials**, grâce aux marchés de l'électronique et de la chimie. L'Italie, l'Espagne et les pays nordiques sont particulièrement dynamiques. En **Asie**, le marché de la chimie est très dynamique tout comme celui de l'électronique. La Chine est en retrait en raison des moindres ventes dans le solaire. La croissance de la zone **Amérique du Nord** est tirée par l'électronique et les industries de procédés.

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS16 selon la méthode rétrospective simplifiée au 1^{er} janvier 2019. Les tableaux présentent les états financiers simplifiés publiés et ceux avant application de cette norme. Pour une meilleure comparaison, les commentaires s'entendent avant impact de l'application de cette norme.

EBITDA et résultat opérationnel courant

En millions d'euros	S1 2019		S1 2018
	S1 2019	avant IFRS16	S1 2018
Résultat opérationnel courant	53,6	52,6	45,8
en % du chiffre d'affaires	11,1 %	10,9 %	10,6 %
Amortissements	25,4	19,9	18,6
EBITDA	79,0	72,5	64,4
en % du chiffre d'affaires	16,4 %	15,0 %	15,0 %

L'EBITDA du Groupe s'élève à 72,5 millions d'euros (15 % du chiffre d'affaires), en croissance de près de 13 % par rapport à l'année dernière.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 52,6 millions d'euros, soit une marge opérationnelle courante de 10,9 % du

chiffre d'affaires, en amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2018 (10,6 %).

La progression de l'EBITDA et du résultat opérationnel courant du Groupe est principalement liée au volume d'activité et à la hausse des prix de vente.

Analyse sectorielle (hors frais de holding)

En millions d'euros	Advanced Materials (AM)			Electrical Power (EP)		
	S1 2019	S1 2019 avant IFRS16	S1 2018	S1 2019	S1 2019 avant IFRS16	S1 2018
Chiffre d'affaires	278,1	278,1	240,1	205,6	205,6	190,2
EBITDA	59,2	55,8	48	27,5	24,9	23,8
en % du chiffre d'affaires	21,3 %	20,1 %	20,0 %	13,4 %	12,1 %	12,5 %
Résultat opérationnel courant	41,6	41	33,9	20,3	19,9	19,3
en % du chiffre d'affaires	15,0 %	14,7 %	14,1 %	10,0 %	9,7 %	10,2 %

Le résultat opérationnel courant du pôle *Advanced Materials* atteint 41,0 millions d'euros, soit une marge opérationnelle courante de 14,7 % du chiffre d'affaires, contre 14,1 % pour la même période en 2018. Cette amélioration s'explique principalement par un effet volume favorable et une augmentation des prix qui couvre largement l'augmentation des matières premières et l'impact de la hausse des tarifs douaniers.

Le résultat opérationnel courant du pôle *Electrical Power* s'élève à 19,9 millions d'euros contre 19,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2018, soit une progression de 3 %. La marge opérationnelle courante s'établit à 9,7 % du chiffre d'affaires (10,2 % au 1^{er} semestre 2018). Le pôle est impacté par un effet dilutif des acquisitions de 0,3 point (FTCap, Idealec) et par un effet volume/mix négatif. Inversement, des augmentations de prix ont eu un impact favorable.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2019 avant IFRS16	S1 2018
Chiffre d'affaires consolidé	483,7	483,7	430,3
Marge brute	152,7	152,1	141
en % du chiffre d'affaires	31,6 %	31,4 %	32,8 %
Charges commerciales et autres	-41,0	-41,1	-41
Frais administratifs centraux et de recherche	-57,4	-57,7	-53,6
Sous-total	-98,4	-98,8	-94,6
Amortissement du goodwill	-0,7	-0,7	-0,6
Résultat opérationnel courant	53,6	52,6	45,8
en % du chiffre d'affaires	11,1 %	10,9 %	10,6 %

La baisse de la marge brute est liée à un effet mix négatif, principalement dans le pôle *Electrical Power*.

Les charges commerciales, administratives et de R&D s'élèvent à 98,8 millions d'euros, en augmentation de 4,4 %, contre une croissance du chiffre d'affaires de plus de 12 %. Les frais de R&D progressent à eux seuls de 14 %.

Résultat net

Le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 33,1 millions d'euros contre 27,9 millions d'euros pour la même période en 2018, soit une croissance de près de 19 %.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2019 avant IFRS16	S1 2018
Résultat opérationnel courant	53,6	52,6	45,8
Charges et produits non courants	-3,2	-3,2	-1,5
Résultat opérationnel	50,4	49,4	44,3
Résultat financier	-6,1	-4,7	-4,7
Impôts courants et différés	-10,6	-10,7	-10,3
Résultat net de la période	33,7	34,0	29,3
- Part du Groupe	32,8	33,1	27,9

Les charges et produits non courants s'élèvent à -3,2 millions d'euros et se composent de charges de restructurations pour 1,6 million d'euros, de coûts d'acquisition pour 0,6 million d'euros et de coûts divers dont des provisions pour litiges. Au premier semestre 2018, les charges et produits non courants s'élevaient à -1,5 million d'euros, principalement des charges de restructurations.

Le résultat financier net de Mersen atteint -4,7 millions d'euros ce semestre, en ligne avec le montant de l'année dernière.

L'impact de l'augmentation de la dette moyenne (+30 millions d'euros) a été compensé par le moindre complément de prix qu'anticipé versé aux actionnaires des sociétés acquises qui avait été comptabilisé en dette en fin d'année dernière.

La charge d'impôt s'élève à 10,7 millions d'euros pour le semestre, soit un taux effectif d'impôt de 24 %, en légère baisse par rapport à l'année dernière (26 %).

CASH ET ENDETTEMENT

Tableau simplifié des flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2019		S1 2018
	S1 2019	avant IFRS 16	
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du BFR	77,5	71,0	61,5
Variation du besoin en fonds de roulement	-46	-46	-40,9
Impôts sur le résultat payés	-5,3	-5,3	-2,5
Flux de trésorerie des activités opérationnelles poursuivies	26,2	19,7	18,1
Flux de trésorerie opérationnel des activités arrêtées	0	0	-0,2
Flux de trésorerie net des activités opérationnelles	26,2	19,7	17,9
Flux de trésorerie des investissements industriels	-19	-19	-19,6
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après investissement industriels	7,2	0,7	-1,7
Variation de périmètre	-12	-12	-7,9
Autres (capitalisation de frais de R&D)	-1,9	-1,9	-0,9
Flux de trésorerie des activités opérationnelles et d'investissements	-6,7	-13,2	-10,5
Autres flux (dont intérêts payés, loyers payés et rachat d'actions)	-9,7	-3,2	-11,2
Flux de trésorerie	-16,4	-16,4	-21,7

Les activités opérationnelles ont généré ce semestre un flux de trésorerie de près de 20 millions d'euros, soit une progression d'environ 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018. Ce flux intègre une augmentation du besoin en fonds de roulement de 46 millions d'euros liée principalement à la forte progression du chiffre d'affaires et à la saisonnalité. Le taux de BFR s'établit à 24,7 % du chiffre d'affaires, en augmentation de 2 points par rapport à l'année dernière en raison d'une hausse des stocks de sécurité de matières premières et des retards clients ponctuels observés sur la fin du semestre.

Les investissements industriels s'élèvent à 19,0 millions d'euros. Ils concernent pour les deux-tiers le pôle *Advanced Materials*, en particulier les projets de croissance spécifiques du Groupe, comme l'augmentation des capacités pour le marché des semi-conducteurs SiC.

Les flux liés aux acquisitions (12 millions d'euros) correspondent pour l'essentiel à l'acquisition du site de Columbia aux Etats-Unis et à un complément de prix lié au rachat des minoritaires de Cirprotec, déjà comptabilisé dans la dette à fin décembre 2018.

Les autres flux correspondent principalement aux intérêts payés et aux rachats d'actions. Ces derniers s'élevaient à 7 millions d'euros au premier semestre 2018.

En conséquence, le flux net de trésorerie est de -16,4 millions d'euros dont 12 millions d'euros d'acquisitions. Il était de -21,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2018.

Bilan

L'endettement net au 30 juin 2019 atteint 228 millions d'euros contre 215 millions d'euros à fin 2018, soit une hausse de 13 millions d'euros. Il intègre 7 millions d'euros liés aux acquisitions, principalement celle du site de Columbia aux Etats-Unis, et 21 millions d'investissements dont 2 millions d'euros de dépenses capitalisées de R&D relatives au projet EV.

La structure financière du Groupe reste solide : le ratio d'endettement net sur EBITDA⁽¹⁾ s'établit à 1,5 (1,6 à fin décembre 2018). Le ratio d'endettement net sur fonds propres est de 41 %.

	30 juin 2019	31 déc. 2018
Endettement net total (en millions d'euros)	228	215
Endettement net / EBITDA	1,5	1,6
Endettement net / fonds propres	41 %	39 %

(1) Ratio calculé selon la méthode des covenants des financements confirmés de Mersen.

PERSPECTIVES DE L'ANNÉE 2019

Le Groupe n'anticipe pas de changements substantiels à moyen terme sur ses marchés par rapport à ce qui a été communiqué en début d'année.

En ce qui concerne l'année 2019 :

- Le marché du solaire serait en reprise au 2^{ème} semestre par rapport au 1^{er} semestre.
- La croissance du marché de l'électronique devrait être tirée par les semi-conducteurs à base de carbure de silicium (SiC), tandis que le marché des semi-conducteurs en silicium serait en repli.
- La croissance du marché de la chimie serait modérée sur l'année, ce qui implique un 2^{ème} semestre en retrait après des facturations importantes au 1^{er} semestre lié au séquençement des affaires.

- Les industries de procédés devraient suivre la tendance des grandes économies.

Compte-tenu des bons résultats du premier semestre, Mersen prévoit désormais pour l'année 2019 une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre 4 % et 5 % (contre une prévision entre 2 % et 5 % communiquée précédemment). Le Groupe maintient sa prévision de marge opérationnelle courante comprise entre 10,5 % et 10,7 %, avant impact de l'application de la norme IFRS16.

Le programme d'investissements du Groupe devrait atteindre 65 à 75 millions d'euros en 2019 (contre une prévision initiale de 60 à 70 millions d'euros), le Groupe ayant annoncé le 8 juillet des investissements complémentaires nécessaires à la remise en route des installations du site de Columbia (États-Unis).

GLOSSAIRE

Croissance organique : calculée en comparant le chiffre d'affaires de l'année n avec le chiffre d'affaires de l'année n-1 retraité au taux de change de l'année n, hors impact des acquisitions et/ou cessions et hors impact de la norme IFRS 15.

Résultat opérationnel courant : suivant définition 2009.R.03 du CNC.

EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization*) : résultat opérationnel avant amortissements et avant produits et charges non courants.

Free cash-flow (ou flux net de trésorerie disponible) : variation de trésorerie nette provenant des activités opérationnelles, diminuée des investissements industriels.

Endettement net : dettes financières brutes diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

Leverage : ratio d'endettement net sur EBITDA, calculé selon la méthode des covenants bancaires des financements confirmés de Mersen.

Gearing : ratio d'endettement net sur fonds propres, calculé selon la méthode des covenants bancaires des financements confirmés de Mersen.

BFR (Besoin en fonds de roulement) : somme des créances clients et comptes rattachés, des stocks, des autres créances courantes, diminuée de la somme des dettes fournisseurs et comptes rattachés.

Taux de BFR : rapport du besoin en fonds de roulement sur le chiffre d'affaires du dernier trimestre multiplié par 4.

Investissements industriels : immobilisations corporelles et fournisseurs d'immobilisations.

2 COMPTES CONSOLIDÉS

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Les principales modifications de périmètre ayant affecté les comptes consolidés en 2018 et au premier semestre 2019 sont les suivantes :

■ au cours de l'exercice 2018, Mersen a :

- en avril, acquis l'intégralité des titres de la société Artimon SA en France et de sa filiale opérationnelle Idéalec SAS,
- en juillet, acquis l'intégralité des titres FT Fischer & Tausche Holding GmbH & Co KG (Allemagne) et ses filiales opérationnelles FTCAP GmbH (Allemagne) et Leclanché Capacitors sarl (Suisse),

- en juin, acquis les activités de service de la société Louisville Graphite Inc (LGI) aux Etats-Unis,

- en fin d'année 2018, créé avec un partenaire la joint-venture Mersen Galaxy New Materials (Yantai) Co ltd en Chine dont elle détient 60 % des titres.

■ au cours du premier semestre 2019, Mersen a créé la société américaine Mersen USA GSTN Corp. Cette entité accueille les actifs acquis le 28 juin 2019 dans le graphite, provenant de l'ancien site de Graftech situé à Columbia (Tennessee) et aujourd'hui sans activité.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ*

En millions d'euros	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires consolidé	13	483,7	430,3
Coûts des produits vendus		(331,0)	(289,3)
Marge brute totale		152,7	141,0
Charges commerciales		(40,5)	(38,9)
Frais administratifs centraux et de recherche		(57,4)	(53,6)
Amortissement des actifs incorporels réévalués		(0,7)	(0,6)
Autres charges d'exploitation		(0,5)	(2,1)
Résultat opérationnel courant	13	53,6	45,8
Charges non courantes	12	(3,2)	(1,5)
Produits non courants	12	0,0	0,0
Résultat opérationnel	13	50,4	44,3
Résultat financier		(6,1)	(4,7)
Résultat courant avant impôt		44,3	39,6
Impôts courants et différés	15	(10,6)	(10,3)
Résultat des activités poursuivies		33,7	29,3
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	4	0,0	0,0
RÉSULTAT		33,7	29,3
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		32,8	27,9
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,9	1,4
RESULTAT DE LA PERIODE		33,7	29,3
Résultat par action	16		
Résultat de base par action (en euros)		1,59	1,36
Résultat dilué par action (en euros)		1,53	1,31
Résultat par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action (en euros)		1,59	1,36
Résultat dilué par action (en euros)		1,53	1,31

* Le compte de résultat au 30 juin 2019 tient compte de l'application de la norme IFRS 16 « contrat de location » à compter du 1^{er} janvier 2019, selon l'approche rétrospective simplifiée. (cf. note 2)

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018
RESULTAT DE LA PERIODE		33,7	29,3
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Actifs financiers à la Juste Valeur par «Autres éléments du résultat global»	11	(0,2)	1,2
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies	9	(12,7)	5,3
Charge / produit d'impôt sur réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies		3,1	(1,0)
		(9,8)	5,5
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation de la juste valeur des instruments de couverture		0,3	(0,1)
Variation des postes du bilan liée au cours de change de fin de période		2,1	4,9
Charge / produit d'impôt sur variation de la juste valeur des instruments de couverture		0,0	0,0
		2,4	4,8
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(7,4)	10,3
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		26,3	39,6
Attribuable aux :			
- Propriétaires de la Société		25,3	38,1
- Participation ne donnant pas le contrôle		1,0	1,5
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE		26,3	39,6

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE*

Actif

En millions d'euros	Note	30 juin 2019	31. déc. 2018
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations incorporelles	5 et 6		
- Goodwill		277,3	276,2
- Autres immobilisations incorporelles		35,7	35,1
Immobilisations corporelles	5 et 6		
- Terrains		35,3	30,6
- Constructions		76,1	76,3
- Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles		181,7	171,6
- Immobilisations en cours		21,1	22,4
- Droits d'utilisation	2	44,7	
Actifs financiers non courants			
- Titres de participation		3,9	4,1
- Dérivés non courants		0,0	0,1
- Autres actifs financiers		4,2	3,3
Actifs non courants d'impôts			
- Impôts différés actifs	15	29,8	26,9
- Impôts courants part long terme		6,7	5,8
TOTAL ACTIF NON COURANT		716,5	652,4
ACTIF COURANT			
- Stocks		218,1	198,6
- Clients et comptes rattachés		164,1	146,2
- Actifs de contrat		9,0	10,6
- Autres créances d'exploitation		26,3	20,4
- Impôts courants court terme		4,1	4,6
- Autres actifs courants		0,0	1,9
- Actifs financiers courants	10	12,7	13,8
- Dérivés courants		0,7	1,2
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	74,0	34,8
- Actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	0,0	0,0
TOTAL ACTIF COURANT		509,0	432,1
TOTAL ACTIF		1 225,5	1 084,5

* L'état de la situation financière au 30 juin 2019 tient compte de l'application de la norme IFRS 16 « contrat de location » à compter du 1^{er} janvier 2019, selon l'approche rétrospective simplifiée. (cf. note 2)

Passif

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2019	31. déc. 2018
CAPITAUX PROPRES			
- Capital	7	41,7	41,5
- Réserves		446,4	417,6
- Résultat net de l'exercice		32,8	56,5
- Écarts de conversion		(7,3)	(9,3)
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE MERSEN		513,6	506,3
- Participations ne donnant pas le contrôle		22,8	21,8
CAPITAUX PROPRES		536,4	528,1
PASSIF NON COURANT			
- Provisions non courantes	8	7,0	1,5
- Avantages du personnel	9	78,3	64,6
- Impôts différés passifs	15	29,4	27,8
- Emprunt à long et moyen terme	10	237,0	109,4
- Dette de loyer	2	45,1	
- Dérivés non courants		0,1	0,1
TOTAL PASSIF NON COURANT		396,9	203,4
PASSIF COURANT			
- Fournisseurs et comptes rattachés		72,3	71,8
- Passifs de contrat		24,6	28,3
- Autres passifs d'exploitation		82,3	84,1
- Provisions courantes	8	7,0	7,8
- Impôts courants court terme		6,4	2,4
- Passifs divers		20,0	1,0
- Autres passifs financiers courants	10	60,3	125,3
- Dérivés courants		1,0	2,0
- Comptes courants financiers	10	1,7	0,5
- Concours bancaires courants	10	15,7	28,9
- Passifs associés aux actifs détenus en vue de leur cession / arrêt	4	0,9	0,9
TOTAL PASSIF COURANT		292,2	353,0
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1 225,5	1 084,5

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de Mersen				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves	Résultats	Écart de conversion			
SOLDE AU 1^{ER} JANVIER 2018	41,3	403,3	37,6	(15,8)	466,4	17,6	484,0
Résultat N-1		37,6	(37,6)		0,0		0,0
Résultat de la période			27,9		27,9	1,4	29,3
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(0,1)			(0,1)		(0,1)
Actifs financiers à la juste valeur		1,2			1,2		1,2
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		4,3			4,3		4,3
Écart de conversion				4,8	4,8	0,1	4,9
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	5,4	0,0	4,8	10,2	0,1	10,3
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	0,0	5,4	27,9	4,8	38,1	1,5	39,6
Dividendes distribués		(15,6)			(15,6)		(15,6)
Actions auto détenues		(7,3)			(7,3)		(7,3)
Augmentation de capital	0,1	0,8			0,9		0,9
Stock-options et actions gratuites		0,8			0,8		0,8
Dépréciation des clients		(0,6)			(0,6)		(0,6)
Acquisition des minoritaires de Cirprotec		(7,9)			(7,9)	(2,9)	(10,8)
SOLDE AU 30 JUIN 2018	41,4	416,5	27,9	(11,0)	474,8	16,2	491,0
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	41,5	417,6	56,5	(9,3)	506,3	21,8	528,1
Résultat N-1		56,5	(56,5)		0,0		0,0
Résultat de la période			32,8		32,8	0,9	33,7
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		0,3			0,3		0,3
Actifs financiers à la juste valeur		(0,2)			(0,2)		(0,2)
Réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies après impôt		(9,6)			(9,6)		(9,6)
Écart de conversion				2,0	2,0	0,1	2,1
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	0,0	(9,5)	0,0	2,0	(7,5)	0,1	(7,4)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PÉRIODE	0,0	(9,5)	32,8	2,0	25,3	1,0	26,3
Dividendes à verser		(19,7)			(19,7)		(19,7)
Actions auto-détenues		(0,2)			(0,2)		(0,2)
Augmentation de Capital	0,2	0,8			1,0		1,0
Stock-options et actions gratuites		1,1			1,1		1,1
Autres éléments		(0,2)			(0,2)		(0,2)
SOLDE AU 30 JUIN 2019	41,7	446,4	32,8	(7,3)	513,6	22,8	536,4

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS*

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat avant impôts	44,3	39,6
Amortissements	24,8	18,2
Dotations (reprises) de provisions	2,4	(2,0)
Résultat financier	6,1	4,7
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,0	0,1
Autres	(0,1)	0,9
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR	77,5	61,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(46,0)	(40,9)
Impôts sur le résultat payés	(5,3)	(2,5)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies	26,2	18,1
Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées	0,0	(0,2)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	26,2	17,9
Activités d'investissements		
Immobilisations incorporelles	(1,8)	(1,4)
Immobilisations corporelles	(20,9)	(19,2)
Fournisseurs d'immobilisations	1,9	(0,4)
Actifs financiers	0,0	(1,0)
Variation de périmètre et acquisition d'actifs	(12,0)	(6,9)
Autres variations des flux des activités d'investissement	(0,1)	0,5
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies	(32,9)	(28,4)
Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées	0,0	0,0
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(32,9)	(28,4)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements	(6,7)	(10,5)
Augmentation/réduction de capital reçue / versée et autres variations des capitaux propres	0,8	(7,3)
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0
Intérêts payés	(4,0)	(3,9)
Loyers payés	(6,5)	
Variation de l'endettement	55,9	25,8
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	46,2	14,6
Variation de trésorerie	39,5	4,1
Trésorerie à l'ouverture (note 10)	34,8	25,9
Trésorerie à la clôture (note 10)	74,0	30,6
Variation de périmètre	0,0	0,0
Incidence des variations monétaires	0,3	(0,6)
VARIATION DE TRÉSORERIE	39,5	4,1

* Le tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2019 tient compte de l'application de la norme IFRS 16 « contrat de location » à compter du 1^{er} janvier 2019, selon l'approche rétrospective simplifiée. (cf. note 2)

3 ANNEXES

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

Note n° 1	DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	18
Note n° 2	PRINCIPES ET MÉTHODES	18
Note n° 3	REGROUPEMENT D'ENTREPRISE	21
Note n° 4	ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ARRÊTÉES	21
Note n° 5	GOODWILLS, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	21
Note n° 6	TEST DE PERTE DE VALEUR DES ACTIFS	21
Note n° 7	CAPITAUX PROPRES	22
Note n° 8	PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET PASSIFS DIVERS	23
Note n° 9	AVANTAGES DU PERSONNEL	24
Note n° 10	ENDETTEMENT NET	25
Note n° 11	INSTRUMENTS FINANCIERS	27
Note n° 12	AUTRES CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	29
Note n° 13	INFORMATION SECTORIELLE	29
Note n° 14	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	30
Note n° 15	IMPÔTS	30
Note n° 16	RÉSULTAT PAR ACTION	30
Note n° 17	DIVIDENDES	31
Note n° 18	ENGAGEMENTS HORS BILAN	31
Note n° 19	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	31

Note n° 1 Déclaration de conformité

Conformément au Règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé, et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés de Mersen et de ses filiales (le « Groupe ») sont établis suivant les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 sont indiqués note n° 2.

Les options retenues par le Groupe sont indiquées dans la note n°2 du rapport annuel 2018.

Les états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2019 ont été préparés en conformité avec la norme internationale

d'information financière IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour les exercices clos le 31 décembre 2018, disponibles à l'adresse web www.mersen.com. Ils comprennent, toutefois, une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 juillet 2019.

Note n° 2 Principes et méthodes

À l'exception des mentions ci-après, les méthodes comptables retenues pour les présents états financiers intermédiaires sont les mêmes que celles qui étaient appliquées aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Les changements de méthodes comptables suivants devront également concerner les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Nouvelles normes applicables en 2019

Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1^{er} janvier 2019. Un certain nombre d'autres normes nouvelles sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2019, mais elles n'ont aucun effet sur les états financiers du Groupe.

IFRS 16 « contrats de location »

- Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée, qui préconise d'enregistrer le cumul de l'effet de l'adoption d'IFRS 16 en ajustement du solde des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019. En conséquence, les informations comparatives présentées pour 2018 n'ont pas été retraitées et elles sont donc présentées, comme précédemment, selon les principes de la norme IAS 17 et de ses interprétations. Les modifications des méthodes comptables qui en découlent sont expliquées en détail ci-dessous.
- Le Groupe est preneur de nombreux biens, y compris immobiliers, de production ou d'équipement informatique.
- En tant que preneur, le Groupe classait précédemment les contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement en évaluant si le contrat transférait la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété au bailleur. Depuis l'application IFRS 16, le Groupe comptabilise au bilan un actif ou « droit d'utilisation » et une dette de loyers pour la plupart des contrats de location.

- Le Groupe a procédé grâce au déploiement d'un système d'information dédié au recensement des contrats et de leurs caractéristiques financières pour l'intégralité des entités consolidées du Groupe. L'outil permet également de générer les écritures comptables associées à la norme. En nombre, les contrats de location concernent essentiellement des voitures ainsi que des chariots élévateurs. En valeur, les contrats de location sont essentiellement constitués par des biens immobiliers (bureaux, usines et entrepôts). Conformément à la norme, les contrats ayant une valeur inférieure à 5 000 euros (ou 5 000 dollars US) ou bien conclus pour une durée initiale inférieure à 12 mois ont exclus du champ d'application.
- Pour évaluer les dettes de loyers des contrats, ont été utilisées, conformément à la norme, des hypothèses clés que sont les taux d'actualisation propres à chaque pays, déterminés en fonction du risque pays, du risque de crédit de l'entité preneuse, ainsi que des potentielles conditions de financement externe du Groupe. Le taux moyen ainsi calculé ressort à 6 %.
- Le Groupe a appliqué IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 selon la méthode « rétrospective simplifiée », qui interdit le retraitement des exercices comparatifs. L'application d'IFRS16 a pour effet au 1^{er} janvier 2019 une augmentation respective des immobilisations et de l'endettement de 40,3 millions d'euros. Dans le compte de résultat, il en résulte une baisse des charges de location enregistrées dans l'EBITDA⁽¹⁾, et une hausse de l'amortissement des immobilisations et des frais financiers. L'amélioration de l'EBITDA 2019 en année pleine est estimée à environ 13 millions d'euros. L'amélioration du résultat opérationnel courant sera de l'ordre de 2 à 3 millions d'euros.

(1) L'EBITDA du Groupe correspond au solde « résultat opérationnel courant » auquel s'ajoute la dotation aux amortissements.

L'impact sur le résultat net part du Groupe est limité.

- Le Groupe présente les actifs de location « droit d'utilisation » et la dette de loyer sur des lignes séparées du bilan.
- Le tableau ci-dessous récapitule les valeurs comptables des actifs « droit d'utilisation » au 1^{er} janvier et au 30 juin 2019 :

En milliers d'euros	Immeubles	Équipements productifs et véhicules	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	34,0	6,3	40,3
Solde au 30 juin 2019	39,2	5,5	44,7

- Le rapprochement avec la dette de loyer présentée avant l'application de la norme dans les engagements hors bilan est présenté ci-dessous

Engagement hors bilan immobilier au 31 décembre 2018*	32,9
Effet de l'actualisation	-8,9
Différences dans les durées retenues liées aux options de résiliation et de prolongation dont l'exercice est raisonnablement certain	8,9
Contrats mobiliers et autres**	7,4
Dette de loyer au 1^{er} janvier 2019	40,3

* Les engagements hors bilan de location publiés fin 2018 représentaient le montant des loyers immobiliers futurs certains jusqu'à l'échéance des baux avant éventuels renouvellements. Étaient notamment exclus les engagements de loyer sur les équipements productifs et véhicules.

** Principalement chariots élévateurs et véhicules.

Sur le compte de résultat, les impacts de l'application d'IFRS 16 sont les suivants :

En millions d'euros	Notes	30 juin 2019 Publié	IFRS 16	30 juin 2019 avant IFRS 16
ACTIVITES POURSUIVIES				
Chiffre d'affaires consolidé	13	483,7		483,7
Coûts des produits vendus		(331,0)	0,6	(331,6)
Marge brute totale		152,7	0,6	152,1
Charges commerciales		(40,5)	0,1	(40,6)
Frais administratifs centraux et de recherche		(57,4)	0,3	(57,7)
Amortissement des actifs incorporels réévalués		(0,7)		(0,7)
Autres charges d'exploitation		(0,5)		(0,5)
Résultat opérationnel courant	13	53,6	1,0	52,6
Charges non courantes	12	(3,2)		(3,2)
Produits non courants	12	0,0		
Résultat opérationnel	13	50,4	1,0	49,4
Résultat financier		(6,1)	(1,4)	(4,7)
Résultat courant avant impôt		44,3	(0,4)	44,7
Impôts courants et différés	15	(10,6)	0,1	(10,7)
Résultat des activités poursuivies		33,7	(0,3)	34,0
Résultat net des activités destinées à être cédées ou arrêtées	4	0,0		0,0
RÉSULTAT		33,7	(0,3)	34,0
Attribuable aux :				
- Propriétaires de la Société		32,8	(0,3)	33,1
- Participation ne donnant pas le contrôle		0,9		0,9
RESULTAT DE LA PERIODE		33,7	(0,3)	34,0

■ Sur le tableau de flux, les impacts de l'application d'IFRS 16 sont présentés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2019 Publié	30 juin 2019 IFRS 16 avant IFRS 16	
Résultat avant impôts	44,3	(0,4)	44,7
Amortissements	24,8	5,5	19,3
Dotations (reprises) de provisions	2,4		2,4
Résultat financier	6,1	1,4	4,7
Plus ou moins-value de cession d'actifs	0,0		
Autres	(0,1)		(0,1)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du BFR	77,5	6,5	71,0
Variation du besoin en fonds de roulement	(46,0)		(46,0)
Impôts sur le résultat payés	(5,3)		(5,3)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies	26,2	6,5	19,7
Flux de trésorerie opérationnels des activités arrêtées	0,0		
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	26,2	6,5	19,7
Activités d'investissements			
Immobilisations incorporelles	(1,8)		(1,8)
Immobilisations corporelles	(20,9)		(20,9)
Fournisseurs d'immobilisations	1,9		1,9
Actifs financiers	0,0		
Variation de périmètre	(12,0)		(12,0)
Autres variations des flux des activités d'investissement	(0,1)		(0,1)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements poursuivies	(32,9)	0,0	(32,9)
Flux de trésorerie d'investissement des activités arrêtées	0,0		
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements	(32,9)	0,0	(32,9)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'investissements	(6,7)	6,5	(13,2)
Augmentation/réduction de capital reçue / versée et autres variations des capitaux propres	0,8		0,8
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	0,0		
Intérêts payés	(4,0)		(4,0)
Loyers payés	(6,5)	(6,5)	
Variation de l'endettement	55,9		55,9
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	46,2	(6,5)	52,7
Variation de trésorerie	39,5	0,0	39,5
Trésorerie à l'ouverture (note 10)	34,8		34,8
Trésorerie à la clôture (note 10)	74,0		74,0
Variation de périmètre	0,0		
Incidence des variations monétaires	0,3		0,3
VARIATION DE TRÉSORERIE	39,5	0,0	39,5

Recours aux jugements et à des estimations

En préparant ces états financiers intermédiaires, la Direction a exercé des jugements, effectué des estimations et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Note n° 3 Regroupement d'entreprise

Au cours du 1^{er} semestre 2019, le Groupe n'a procédé à aucun regroupement d'entreprise.

Il ne subsiste pas de *goodwill* en cours d'affectation.

Note n° 4 Activités destinées à être cédées ou arrêtées

Il ne subsiste aucun impact matériel dans les comptes concernant les activités destinées à être cédées ou arrêtées des précédents exercices.

Note n° 5 Goodwills, immobilisations incorporelles et corporelles

Les *goodwills* s'élèvent à 277,3 millions d'euros au 30 juin 2019 en hausse de 1,1 million d'euros par rapport au 31 décembre 2018 liée à la variation des cours de change.

La hausse des immobilisations corporelles de 13 millions d'euros inclut des investissements de capacité pour 20,9 millions d'euros ainsi que l'acquisition des actifs graphite du site de Columbia (Tennessee) aux Etats Unis pour 10,7 millions d'euros.

Les actifs du site de Columbia, aujourd'hui sans activité comprennent des terrains, des bâtiments et équipements destiné

à accroître les capacités de production du Groupe en graphite de spécialité. Une provision pour dépollution des sols de 5 millions de dollars a été comptabilisée et incluse dans le coût d'acquisition du terrain.

Les immobilisations incorporelles au titre du développement de nouveaux produits liés au véhicule électrique ont augmenté de 1,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2019 et s'élèvent désormais à 4,9 millions d'euros.

Note n° 6 Test de perte de valeur des actifs

1. Goodwill

Les tests d'impairment réalisés lors de la clôture 2018 n'avaient mis en évidence aucune perte de valeur.

En application de la norme IAS 36, et en l'absence d'indicateur de perte de valeur au cours de la période de six mois prenant fin au 30 juin 2019, les tests de dépréciation n'ont pas été réalisés.

Les tests seront de nouveau effectués pour la clôture 2019.

2. Actifs spécifiques

Le Groupe a revu la valeur recouvrable de ses autres actifs immobilisés. Aucun changement n'a été identifié au 30 juin 2019.

Note n° 7 Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le capital social de la Société est de 41 667 888 euros, divisé en 20 833 944 actions, dont 20 831 283 actions de catégorie A, qui sont des actions ordinaires, 317 actions de catégorie B, 1 172 actions de catégorie C et 1 172 actions de catégorie D, qui sont des actions de préférence, de 2 euros de valeur nominale chacune.

Le nombre de droits de vote théorique est de 25 511 790, les titres auto-détenus étant dépourvus de droits de vote. Depuis le 3 avril 2016, le droit de vote double est attaché à toutes actions remplissant cumulativement les deux conditions suivantes :
i) être inscrites au nominatif depuis au moins deux ans, et
ii) être entièrement libérées.

En nombre d'actions (sauf mention contraire)

Actions ordinaires

Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier 2019	20 768 118
Augmentation / Diminution de capital (en millions d'euros)	1
Nombre d'actions au 30 juin 2019	20 833 944
Nombre d'actions émises et entièrement libérées sur la période	65 826
Nombre d'actions auto-détenues annulées	0
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	0
Valeur nominale de l'action (en euros)	2
Actions de l'entité détenues par elle-même ou par ses filiales ou entités associées	167 249

A notre connaissance, la répartition du capital au 30 juin 2019 était la suivante :

■ Institutionnels français :	51 %
■ Institutionnels autres pays :	35 %
■ Actionnaires individuels :	12 %
■ Actionnaires salariés :	2 %
■ Auto-détention :	1 %

Depuis le 1^{er} janvier 2019, certains actionnaires ont notifié les franchissements de seuils suivants :

- 17 janvier : Jousse Morillon Investissement déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 1 % du capital et détenir désormais 190 000 titres, soit 0,92 % du capital et 0,75 % des droits de vote.
- 22 janvier : Sycomore Asset Management déclare avoir franchi à la hausse le seuil statutaire de 1 % des droits de vote et détenir désormais 255 267 titres, soit 1,24 % du capital et 1,01 % des droits de vote.
- 14 février : Covéa Finance déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 2 % du capital et détenir désormais 409 276 titres, soit 1,98 % du capital.
- 26 février : Covéa Finance déclare avoir franchi à la hausse le seuil statutaire de 2 % du capital et détenir désormais 422 037 titres, soit 2,03 % du capital.
- 5 avril : Covéa Finance déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 2 % du capital et détenir désormais 404 297 titres, soit 1,95 % du capital.
- 5 avril : Sofina déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 2 % des droits de vote et détenir désormais 440 145 titres, soit 2,12 % du capital et 1,73 % des droits de vote.
- 26 avril : Sofina déclare avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 1 % des droits de vote et détenir désormais 149 836 titres, soit 0,72 % du capital et 0,59 % des droits de vote.
- 12 juin : BlackRock déclare avoir franchi à la hausse le seuil statutaire de 1 % des droits de vote et détenir désormais 376 219 titres, soit 1,81 % du capital et 1,49 % des droits de vote.

Auto détention :

Au 30 juin 2019, 167 249 actions sont auto-détenues, soit 0,8 % du capital, dont 28 301 dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec la Société Exane BNP Paribas.

Options de souscription, Actions gratuites et Actions de préférence :

Au 30 juin 2019, les salariés du Groupe possèdent 313 389 actions, soit 1,5 % du capital auxquels s'ajoutent 85 531 options de souscription qui représenteraient, si elles étaient totalement levées, 0,4 % du capital actuel. Les plans d'options mis en œuvre par le Groupe sont basés sur un prix d'exercice déterminé sans décote, la levée d'options étant soumise à des conditions d'exercice liées aux résultats futurs du Groupe. De ce fait, le Groupe s'assure d'une convergence d'intérêt entre ses actionnaires et ses managers.

Les options de souscription d'actions consenties au mandataire social, Luc Themelin, et restant à exercer sont au nombre de 30 000, en tenant compte des options annulées.

Le Groupe a par ailleurs mis en œuvre, depuis plusieurs années, une politique d'attribution d'actions gratuites. L'attribution définitive des actions est conditionnée à la présence des bénéficiaires dans le Groupe en fin de période d'acquisition. Les attributions faites en faveur des membres du management et des salariés dont le management a considéré qu'ils contribuent significativement à la performance de la Société sont soumises à des conditions de performance. En revanche, le management n'avait pas souhaité fixer, pour certains plans d'attribution datant de plus de 3 ans, des conditions de performance aux salariés qui, par leur fonction, contribuent moins directement aux résultats de la Société. Au 30 juin 2019, le nombre d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées définitivement est de 209 150 actions nouvelles, représentant 1 % du capital actuel. Il inclut 143 000 actions gratuites attribuées avec conditions de performance (y compris un plan « dirigeants ») dans le cadre du plan voté à l'AG du 17 mai 2019, dont 8 850 attribuables au mandataire social (Luc Themelin).

Le Groupe a également mis en œuvre depuis mai 2015, quatre plans d'attribution d'actions de préférence avec conditions de performance de la Société donnant droit à conversion en actions ordinaires au profit de certaines catégories de salariés et mandataires sociaux, principalement membres du comité exécutif. Au 30 juin 2019, le nombre maximum d'actions ordinaires susceptibles de résulter de la conversion des actions de préférence attribuées est de 396 110, soit 1,9 % du capital dont 70 070 pour Luc Themelin.

Au titre des paiements fondés sur des actions, une charge de 1,1 million d'euro a été constatée au cours du 1^{er} semestre 2019 au titre des plans en cours.

Une charge nette de 0,8 million d'euro avait été constatée au cours du 1^{er} semestre 2018.

Note n° 8 Provisions, passifs éventuels et passifs divers

Les provisions s'élèvent à 14 millions d'euros au 30 juin 2019 (9,3 millions d'euros à fin décembre 2018) en augmentation de 4,7 millions d'euros principalement liée à la constatation d'une provision pour dépollution des sols du site acquis en juin 2019 à Columbia (Etats-Unis).

Concernant les procédures juridiques

Procédure civile au Canada

La procédure civile initiée en 2004 au Canada par certains clients contre les principaux fabricants de balais en graphite canadiens dont Mersen Toronto, filiale canadienne de Mersen, est toujours en cours et n'a connu aucune évolution significative depuis 2007. Pour rappel, le juge canadien avait décidé en février 2007 que seules les sociétés canadiennes de transport urbain étaient susceptibles de participer à la procédure en cours. Le risque pour Mersen Toronto reste non significatif.

Procédure administrative en France

En 2013, la SNCF a initié deux actions à l'encontre des sociétés Morgan, SGL Carbon, Schunk et Mersen respectivement devant le Tribunal Administratif de Paris et le Tribunal de Commerce de Paris. La SNCF tente d'obtenir réparation d'un prétendu préjudice subi à la suite des pratiques sanctionnées en décembre 2003 par la Commission Européenne dans le domaine des balais pour moteurs électriques et des produits pour applications mécaniques. En 2014, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF, qui a fait appel de cette décision. La Cour d'Appel de Versailles a, par décision du 13 juin 2019, annulé le jugement du Tribunal administratif de 2014 ; elle a décidé de surseoir à statuer et ordonné une expertise contradictoire pour établir le montant du préjudice qui aurait été subi par la SNCF. Mersen, qui conteste cette décision, a formé un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat. Le Tribunal de Commerce de Paris ne s'est pas encore prononcé. Le Groupe a constitué une provision pour le risque que le Groupe estime encourir au titre de ces procédures.

Procédures judiciaires en France

L'instruction pénale initiée à la suite du tragique accident survenu le 7 avril 2010 sur le site de Mersen à Gennevilliers est toujours en cours. La procédure d'instruction est clôturée et la Société qui a émis une note aux fins de non-lieu, est dans l'attente de la décision.

Une instruction pénale a été initiée en mai 2019 pour non-respect de certaines dispositions relatives à la réglementation du travail à l'encontre de la filiale Mersen située à Gennevilliers et de son dirigeant pour des faits remontant à 2017. La procédure est en cours. Le Groupe a constitué une provision pour le risque que le Groupe estime encourir au titre de ces procédures.

Procédure civile en Inde

La « Competition Commission of India » (CCI), l'autorité indienne de concurrence, a ouvert une enquête en raison de soupçons d'entente sur les prix entre la filiale indienne du Groupe et la société Assam Carbon Products sur des équipements fournis aux chemins de fer indiens. Dans le cadre de ses prérogatives d'investigation, la CCI a mené une perquisition dans les locaux de la filiale de Mersen début juillet et porté à sa connaissance cette enquête. La procédure est son cours. Cette procédure n'a pas donné lieu à la constitution de provision, le Groupe n'étant pas, à ce stade, en mesure d'en apprécier le risque financier.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Concernant les procédures fiscales et de douanes

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux ou douaniers réguliers réalisés par les autorités fiscales/douanières des pays dans lesquels il est présent. Historiquement, les redressements comptabilisés à la suite de contrôles fiscaux ou douaniers ont été d'un montant peu significatif.

Le risque le plus matériel concerne Mersen do Brasil qui a été notifiée en juin 2013 d'un contrôle douanier portant sur la période janvier 2008 - décembre 2012. Les douanes ont émis un avis de redressement (principal et intérêts) d'un montant initial de 7,5 millions de Real Brésilien, montant augmenté chaque année par application du taux d'intérêt diffusé par la Banque Centrale du Brésil. Au 30 juin 2019, le montant du redressement ainsi corrigé s'élève à 11,9 millions de Real Brésilien, soit environ 2,7 millions d'euros au taux de change du 30 juin 2019. Ce montant n'est

pas provisionné dans les comptes de Mersen do Brasil, le risque de perte du contentieux étant considéré comme très faible. Un jugement de première instance a été rendu le 8 février 2018 en faveur du Groupe. Toutefois, ce jugement a fait l'objet d'un recours d'office en seconde instance par les autorités brésiliennes. Il n'est pas possible d'estimer le délai d'obtention du jugement de seconde instance.

Concernant les autres procédures

Les passifs divers (20 millions d'euros au 30 juin 2019) comprennent les dividendes à verser suite à l'assemblée générale du 17 mai 2019 pour 19,7 millions d'euros et des dettes sur immobilisations corporelles.

Aucun autre passif éventuel significatif n'a été identifié à fin juin 2019.

Note n° 9 Avantages du personnel

Les principaux plans de retraite du groupe Mersen constituent des régimes à prestations définies et sont situés aux États-Unis (47 % des engagements), au Royaume-Uni (18 % des engagements), en France (13 % des engagements) et en Allemagne (8 % des engagements).

Les engagements du Groupe ont été évalués au 31 décembre 2018, avec l'aide d'actuaire indépendants et en application d'IAS 19. Les taux utilisés pour les principaux pays sont résumés ci-dessous :

2018	Hypothèse de taux d'actualisation	Hypothèse de taux moyen d'augmentation des salaires	Hypothèse de taux d'inflation
France	1,60 %	entre 2 % et 6,25 % selon l'âge	1,8 %
Allemagne	1,60 %	2,50 %	1,8 %
États-Unis	4,25 %	Non applicable	Non applicable
Royaume-Uni	2,75 %	2,9 %	3,40 %

Rapprochement entre les actifs et les passifs comptabilisés

	30 juin 2019	31. déc. 2018
Dettes actuarielles (engagement)	194,8	173,5
Valeur des actifs de couverture	(116,5)	(109,0)
PROVISION AVANT LIMITATION DES ACTIFS	78,3	64,5
Réserve de gestion du surplus		0,1
PROVISION APRÈS LIMITATION DES ACTIFS	78,3	64,6

La charge comptabilisée au 30 juin 2019 au titre de ces dispositifs est de 2,8 millions d'euros contre 2,4 millions d'euros en 2018.

Compte tenu de la baisse des taux d'actualisation sur la zone Euro, aux États-Unis et au Royaume-Uni au 30 juin 2019, le Groupe a revalorisé ses engagements, ce qui a conduit à la

comptabilisation d'une hausse de la provision pour avantages du personnel de 17,9 millions d'euros. À l'inverse, les actifs ont été revalorisés de 5,2 millions d'euros consécutivement à l'appréciation des fonds aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Note n° 10 Endettement net

Mersen dispose de lignes de crédit ou d'emprunts confirmés pour un total d'environ 491 millions d'euros, utilisés à 56 % à fin juin 2019.

Mersen dispose des principaux contrats de financement confirmés suivants :

- Un crédit bancaire syndiqué multidevises mis en place en juillet 2012, amendé en 2014 et 2017. Son montant est de 200 millions d'euros et sa maturité est de 5 ans, remboursable *in fine* en juillet 2024, après activation d'options d'extension en 2018 et 2019. Les intérêts payés sont à taux variable augmenté d'une marge de crédit.
- Un crédit syndiqué auprès d'un pool bancaire international mis en place en septembre 2013 et amendé en octobre 2016, destiné à financer les activités du groupe Mersen en Chine. Son montant est de 120 millions de RMB et sa maturité de 5 ans, remboursable *in fine* en octobre 2021. Le taux d'intérêt payé est 95 % du PBOC constaté au moment des tirages.
- Des crédits bancaires bilatéraux mis en place en septembre 2013 et amendés en août 2016, pour un montant de 29 millions de RMB, amortissable jusqu'en 2021 et destinés à financer les activités du groupe Mersen en Chine.

- Un placement privé américain (« USPP ») de 100 millions de dollars US négocié en novembre 2011 auprès d'un investisseur américain, dont une tranche de 50 millions de dollars US d'une maturité de 10 ans et une tranche de 37,3 millions d'euros d'une maturité de 8 ans, remboursables *in fine*. Les intérêts payés à l'investisseur sont fixes.
- Un placement privé allemand (« Schuldschein ») de 60 millions d'euros mis en place en novembre 2016 auprès d'un pool d'investisseurs européens et asiatiques d'une maturité de 7 ans, remboursable *in fine*. Les intérêts payés aux investisseurs sont à taux variable Euribor augmenté d'une marge de crédit.
- Un placement privé allemand (« Schuldschein ») de 130 millions d'euros mis en place en avril 2019 auprès d'un pool d'investisseurs européens et asiatiques d'une maturité de 7 ans, remboursable *in fine*. Les intérêts payés aux investisseurs sont fixes pour un nominal de 68 millions d'euros et à taux variable Euribor augmenté d'une marge de crédit pour un nominal de 62 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de diversification des sources de financements, Mersen a mis en place en mars 2016 un programme d'émission de billets de trésorerie d'un montant maximum de 200 millions d'euros, utilisé au 30 juin 2019 à hauteur de 20 millions d'euros à maturité inférieure à 1an et qui peut être substitué à l'échéance par des tirages du Crédit Syndiqué Groupe.

Ventilation par échéance des lignes de crédit et emprunts confirmés

En millions d'euros	Montant	Utilisation au 30 juin 2019	Taux d'utilisation au 30 juin 2019	Échéances		
				inférieur à 1 an	entre 1 et 5 ans	supérieur à 5 ans
Crédit syndiqué Groupe	200,0	0,0	0 %	0,0	0,0	200,0
Crédits confirmés Chine	19,1	3,7	19 %	1,7	17,4	0,0
Placement privé allemand 2016	60,0	60,0	100 %	0,0	60,0	0,0
Placement privé allemand 2019	130,0	130,0	100 %	0,0	0,0	130,0
Placement privé américain 2011	81,2	81,2	100 %	37,3	43,9	0,0
Autres	1,1	1,1	100 %	0,3	0,8	0,0
TOTAL	491,4	276,0	56 %	39,3	122,1	330,0

Structure de l'endettement net total

En millions d'euros	30 juin 2019	31. déc. 2018
Emprunts à long terme et moyen terme	237,0	109,4
Passifs financiers courants	60,3	125,3
Comptes courants financiers	1,7	0,5
Concours bancaires courants	15,7	28,9
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	314,7	264,1
Actifs financiers courants	(12,7)	(13,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(74,0)	(34,8)
Trésorerie	(74,0)	(34,8)
ENDETTEMENT NET TOTAL	228,0	215,5

(a) dont 20 millions d'euros d'utilisation du programme de billets de trésorerie qui peuvent être substitués à l'échéance par des tirages du Crédit Syndiqué Groupe au 30 juin 2019 (62 millions d'euros au 31 décembre 2018).

L'endettement net total consolidé s'élève fin juin 2019 à 228 millions d'euros et a augmenté de 12,5 millions d'euros par rapport à fin 2018.

L'endettement brut de 314,7 millions d'euros augmente d'environ 50 millions d'euros par rapport à fin 2018, partiellement compensé par l'augmentation d'environ 40 millions d'euros de la trésorerie et équivalent. Mersen a en effet émis un nouveau placement privé allemand de 130 millions d'euros destiné à refinancer l'échéance à venir de 37,3 millions d'euros de l'USPP en novembre 2019, ainsi que l'utilisation de billets de trésorerie.

Par ailleurs, la part moyen terme de l'endettement brut a augmenté d'environ 128 millions d'euros, tandis que les passifs financiers courants ont fortement diminué, le placement privé allemand ayant refinancé des billets de trésorerie.

Sur les 314,7 millions d'euros d'endettement brut total, 276 millions d'euros proviennent d'utilisation de crédits et emprunts confirmés, 20 millions d'euros proviennent de l'utilisation du

programme de billets de trésorerie, le solde étant principalement lié à l'utilisation de lignes non confirmées (découverts bancaires ou autres lignes).

Covenants financiers au 30 juin 2019

Au titre de ses différents emprunts confirmés Groupe et Chine, Mersen doit respecter un certain nombre d'obligations, usuelles dans ces types de contrat. En cas de non-respect de certaines d'entre elles, les banques ou les investisseurs (pour les placements privés américain) peuvent obliger Mersen à rembourser par anticipation les emprunts concernés. Par le biais des clauses de défauts croisés, le remboursement anticipé sur un emprunt significatif peut entraîner l'obligation de rembourser immédiatement d'autres emprunts.

Mersen respecte les covenants financiers suivants au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 :

Covenants ^(a) financiers (comptes consolidés)

En millions d'euros	Endettement net / EBITDA	Endettement net / fonds propres	EBITDA / intérêts nets
Ratios des covenants			
Crédits confirmés Groupe	< 3,50	< 1,3	-
Placement privé américain 2011	< 3,50	< 1,3	> 3
Placement privé allemand 2016	< 3,50		
Placement privé allemand 2019	< 3,50		
Crédits confirmés Chine	< 3,50	< 1,3	
Ratios constatés au 30 juin 2019			
Crédit confirmés Groupe	1,54	0,41	-
Placement privé américain 2011	1,54	0,41	15,07
Placement privé allemand 2016	1,54		
Placement privé allemand 2019	1,54		
Crédits confirmés Chine	1,54	0,41	-
Ratios constatés au 31 décembre 2018			
Crédit confirmés Groupe	1,59	0,39	-
Placement privé américain 2011	1,59	0,39	13,80
Placement privé allemand 2016	1,59		
Crédits confirmés Chine	1,59	0,39	-

(a) Méthode de calcul des covenants : conformément aux règles comptables, l'endettement net figurant dans les comptes utilise les cours de clôture pour calculer la contre-valeur en euros des dettes en monnaies étrangères. Pour le calcul des covenants, l'endettement net doit être recalculé au cours moyen euro/USD de la période en cas d'écart de plus de 5 % entre le cours moyen et le cours de clôture. Pour le calcul des covenants au 30 juin, l'EBITDA ou excédent brut d'exploitation est par convention l'EBITDA constaté sur les 6 premiers mois de l'année, multiplié par 2.

Les ratios de covenants sont calculés avant application de la norme IFRS 16

Il n'existe pas d'emprunts ni de dettes de montant significatif couverts par des sûretés réelles ou par des tiers au 30 juin 2019.

Note n° 11 Instruments financiers

Les tableaux suivants présentent la juste valeur des actifs et passifs financiers et leur valeur comptable au bilan ainsi que leur niveau dans la hiérarchie de juste-valeur pour les instruments évalués en juste valeur. Ils ne comprennent pas d'information

quant à la perte de valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur, dans la mesure où leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la perte de valeur.

Classement des instruments financiers évalués selon le mode de détermination de leur juste valeur

30 juin 2019		Valeur comptable				Juste valeur				
Rubriques au bilan	Note	Juste valeur -instruments de couverture	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers	Total de la valeur nette comptable au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur										
Titres de participation non cotés			3,9			3,9			3,9	3,9
Dérivés actifs courants et non courant		0,7				0,7		0,7		0,7
		0,7	3,9	0,0	0,0	4,6	0,0	0,7	3,9	4,6
Actifs financiers non évalués à la juste valeur										
Actifs financiers courants et non courant	10			16,9		16,9				
Créances clients				164,1		164,1				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10			74,0		74,0				
		0,0	0,0	255,0	0,0	255,0				
Passifs financiers évalués à la juste valeur										
Dérivés passifs courants et non courant		(1,1)				(1,1)		(1,1)		(1,1)
		(1,1)	0,0	0,0	0,0	(1,1)	0,0	(1,1)	0,0	(1,1)
Passifs financiers non évalués à la juste valeur										
Emprunts bancaires	10				(237,0)	(237,0)		(237,1)		
Comptes courants financiers	10				(1,7)	(1,7)				
Concours bancaires courants	10				(15,7)	(15,7)				
Passifs financiers courants	10				(60,3)	(60,3)				
Dettes fournisseurs					(72,3)	(72,3)				
		0,0	0,0	0,0	(387,0)	(387,0)				
Valeur comptable par classe		(0,4)	3,9	255,0	(387,0)	(128,5)				

31 déc. 2018

Rubriques au bilan	Valeur comptable					Juste valeur				
	Note	Juste valeur -instruments de couverture	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers	Total de la valeur nette comptable au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur										
Titres de participation non cotés	9		4,1			4,1			4,1	4,1
Dérivés actifs courants et non courants	3	1,3				1,3		1,3		1,3
		1,3	4,1	0,0	0,0	5,4	0,0	1,3	4,1	5,4
Actifs financiers non évalués à la juste valeur										
Actifs financiers courants et non courants	15			17,1		17,1				
Créances clients	11			146,2		146,2				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15			34,8		34,8				
		0,0	0,0	198,1	0,0	198,1				
Passifs financiers évalués à la juste valeur										
Dérivés passifs courants et non courants	3	(2,1)				(2,1)		(2,1)		(2,1)
		(2,1)	0,0	0,0	0,0	(2,1)	0,0	(2,1)	0,0	(2,1)
Passifs financiers non évalués à la juste valeur										
Emprunts bancaires	15				(109,4)	(109,4)		(109,5)		
Comptes courants financiers	15				(0,5)	(0,5)				
Concours bancaires courants	15				(28,9)	(28,9)				
Passifs financiers courants	15				(125,3)	(125,3)				
Dettes fournisseurs					(71,8)	(71,8)				
		0,0	0,0	0,0	(335,9)	(335,9)				
Valeur comptable par classe		(0,8)	4,1	198,1	(335,9)	(134,5)				

Gestion des risques financiers :

Risque crédit

Le Groupe dispose d'un programme d'assurance-crédit commercial COFACE couvrant ses principales sociétés chinoises, coréennes, américaines et ouest-européennes pour les risques de non-paiement pour des motifs financiers ou politiques. Les couvertures assurent 95 % du montant des créances facturées.

Risque de taux, de change et de matières premières

Aucune évolution significative de la gestion des risques de change et de matières premières n'est à noter depuis la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2018.

En ce qui concerne le risque de taux, suite à l'émission du nouveau placement privé allemand de 130 millions d'euros dont 68 millions d'euros à taux fixe.

L'endettement net total au 30 juin 2019 se ventile de la manière suivante :

Type de taux	%
Fixe	77,0
Variable	33,0

Note n° 12 Autres charges et produits non courants

Les autres charges et produits non courants se décomposent de la manière suivante :

En millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Plan de compétitivité / restructurations	(1,6)	(0,9)
Coûts d'acquisition	(0,6)	(0,6)
Autres	(1,0)	
TOTAL	(3,2)	(1,5)

Au 30 juin 2019, les charges et produits non courants s'établissent à 3,2 millions d'euros et concernent principalement :

- des charges liées aux restructurations pour 1,6 million d'euros
- des coûts d'acquisition à hauteur de 0,6 million d'euros
- d'autres coûts dont une provision liée au litige SNCF

A fin juin 2018, les charges et produits non courants s'élevaient à 1,5 million d'euros et incluent principalement :

- des charges de restructurations de 0,9 million d'euros liées principalement à des plans de compétitivité
- et des coûts d'acquisition à hauteur de 0,6 million d'euros.

Note n° 13 Information sectorielle

En millions d'euros	Advanced Materials (AM)			Electrical Power (EP)			Total des activités poursuivies			
	30 juin 2019 après IFRS 16	30 juin 2019 avant IFRS 16	30 juin 2018	30 juin 2019 après IFRS 16	30 juin 2019 avant IFRS 16	30 juin 2018	30 juin 2019 après IFRS 16	30 juin 2019 avant IFRS 16	30 juin 2018	
Ventes externes	278,1	278,1	240,1	205,6	205,6	190,2	483,7	483,7	430,3	
Répartition du chiffre d'affaires	57,5 %	57,5 %	55,8 %	42,5 %	42,5 %	44,2 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Résultat opérationnel courant sectoriel	41,6	41,0	33,9	20,3	19,9	19,3	61,9	60,9	53,2	
Dépenses non allouées courantes							(8,3)	(8,3)	(7,4)	
Marge opérationnelle courante sectorielle*	15,0 %	14,7 %	14,1 %	10,0 %	9,7 %	10,2 %				
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies							53,6	52,6	45,8	
Marge opérationnelle courante des activités poursuivies							11,1 %	10,9 %	10,6 %	
Charges et produits non courants sectoriels	(2,1)	(2,1)	0,5	(0,1)	(0,1)	(2,0)	(2,2)	(2,2)	(1,5)	
Résultat opérationnel sectoriel	39,5	38,9	34,4	20,2	19,8	17,3	59,7	58,7	51,7	
Marge opérationnelle sectorielle*	14,2 %	14,0 %	14,3 %	9,8 %	9,6 %	9,1 %				
Marge EBITDA ⁽¹⁾	21,3 %	20,1 %	20,0 %	13,4 %	12,1 %	12,5 %	16,4 %	15,0 %	15,0 %	
							Dépenses non allouées non courantes	(1,0)	(1,0)	0,0
							Résultat opérationnel des activités poursuivies	50,4	49,4	44,3
							Marge opérationnelle des activités poursuivies	10,4 %	10,2 %	10,3 %
							Résultat financier	(6,1)	(4,7)	(4,7)
							Impôts courants et différés	(10,6)	(10,7)	(10,3)
							Résultat net des activités poursuivies	33,7	34,0	29,3

* Marge opérationnelle sectorielle = résultat opérationnel / ventes externes sectorielles.

(1) L'EBITDA du Groupe correspond au solde «résultat opérationnel courant sectoriel» auquel s'ajoute la dotation aux amortissements sectoriels

Les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité notable.

Note n° 14 Charges de personnel et effectifs

Les frais de personnel du Groupe (incluant charges sociales, provisions pour retraite et indemnités de départ) s'élèvent à 146 millions d'euros sur le premier semestre 2019 contre 133,3 millions d'euros en 2018.

À périmètre et changes constants, les frais de personnel, comprenant le personnel intérimaire, augmentent de 3,7 %.

Effectif* fin de période des sociétés consolidées par zone géographique

Zone géographique	30 juin 2019	%	30 juin 2018	%
France	1 351	20 %	1 323	20 %
Europe hors France	1 009	15 %	778	12 %
Amérique du Nord (+ Mexique)	2 033	30 %	2 033	31 %
Asie	1 797	26 %	1 736	27 %
Reste du monde	637	9 %	638	10 %
TOTAL	6 827	100 %	6 508	100 %

Les effectifs à fin juin 2019 incluent 219 personnes supplémentaires en Europe liées à l'acquisition de FT Cap, 40 personnes en Asie à la suite de la création de la société chinoise Galaxy et 6 personnes en Amérique du Nord avec l'acquisition de LGI.

A périmètre constant, les effectifs augmentent de 54 personnes.

Note n° 15 Impôts

En millions d'euros	30 juin 2019	30 juin 2018
Impôts courants sur les bénéfices	(8,1)	(9,0)
Impôts différés d'exploitation	(1,5)	(1,0)
Impôts de distribution	(1,0)	(0,3)
TOTAL IMPÔTS	(10,6)	(10,3)

Dans le Groupe, il existe :

- un groupe d'intégration fiscale en France ;
- un groupe d'intégration fiscale aux États-Unis ;
- deux groupes d'intégration fiscale en Allemagne ;
- un groupe d'intégration fiscale au Royaume-Uni (Group relief).

Le taux effectif s'établit à 24 % (contre 26 % à fin juin 2018).

Note n° 16 Résultat par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action est présenté ci-dessous :

Activités poursuivies et activités cédées	30 juin 2019	30 juin 2018
Numérateur Résultat net pour le calcul du résultat de base par action (résultat net de l'exercice en millions d'euros)	32,8	27,9
Dénominateur Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat de base par action	20 666 695	20 510 235
Effets des actions ordinaires dilutives : - options non exercées	769 991	832 611
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	21 436 686	21 342 846
Résultat de base par action (euros)	1,59	1,36
Résultat dilué par action (euros)	1,53	1,31

Note n° 17 Dividendes

L'Assemblée Générale des actionnaires du 17 mai 2019 a décidé la distribution d'un dividende de 0,95 euro par action au titre de l'exercice 2018 (le dividende par action qui avait été distribué au titre de l'exercice 2017 était de 0,75 euro par action). En juillet 2019, le Groupe a procédé au versement en espèces de 19,7 millions d'euros au titre du dividende.

Note n° 18 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2019, les engagements hors bilan sont en diminution d'environ 12 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018, principalement du fait d'un réaménagement du dispositif de garanties liées du cash pooling européen.

Note n° 19 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a aucun événement postérieur à la clôture qui nécessite une modification de la valeur des actifs et passifs ou une indication complémentaire.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mersen S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note n°2 « Principes et méthodes » de l'annexe aux comptes consolidés résumés qui expose un changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location à compter du 1^{er} janvier 2019.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2019
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Cherqui
Associé

Paris La Défense, le 30 juillet 2019
Deloitte & Associés

Laurent Odobez
Associé

5 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2019

Luc Themelin
Directeur Général

MERSEN
TOUR EQHO
2, AVENUE GAMBETTA
CS 10077
F-92066 LA DÉFENSE CEDEX



EXPERT MONDIAL
DES SPÉCIALITÉS ÉLECTRIQUES
ET DES MATÉRIAUX AVANCÉS



WWW.MERSEN.COM